

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2647>



# Julien Rivoire : l'Europe en crise

- FSU - CDFN - CDFN 2018-2019 - CDFN Septembre 2018 -



Date de mise en ligne : samedi 22 septembre 2018

Date de parution : 30 octobre 2018

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

Il y a 10 ans la faillite de la banque Lehman Brothers déclenchait la crise dite des subprimes. Comme toutes les crises systémiques du capitalisme, celle-ci a profondément redessiné le cadre économique, social mais aussi politique, dans lequel on évolue. Et c'est particulièrement vrai au sein de l'UE.

- ▶ Une des caractéristiques du nouveau cadre est la perte de légitimité d'élites politiques qui ont été au centre de la construction de l'Union Européenne.
- ▶ Cette perte de légitimité conduit à voir le paysage politique dans de nombreux pays se transformer : perte d'influence des partis de centre gauche et de centre droit, et dans le même temps montée de populismes de droite et de nouvelles formations à gauche.
- ▶ Enfin la réponse des dirigeants de l'UE à leur perte de légitimité, n'est pas une remise en cause, mais au contraire de renforcer le caractère anti démocratique de ses institutions et de ses politiques. Nous l'avons vu avec le sort réservé au peuple grec. Le livre blanc de la commission européenne publié en 2015, document qui inspire le projet d'E. Macron pour le futur de l'UE consiste à déposséder plus encore les populations de tout choix en termes de politique économique.

La crise de l'UE est profonde et l'hypothèse d'une implosion à moyen terme de l'UE est à prendre au sérieux. Parce que d'un côté les peuples montrent une défiance de plus en plus forte contre l'UE, (pas forcément contre l'idée européenne d'ailleurs), et de l'autre des tensions politiques au sein même des élites sont de plus en plus vives ces derniers mois, tensions dont on ne voit pas les signes de résolutions.

De notre côté, mouvements sociaux européens, nous sommes comme paralysés depuis plusieurs années pour agir à l'échelle du continent tant la difficulté est grande à sortir du cadre imposé.

Certains à gauche, seraient même tentés d'accepter de cibler les migrants pour répondre à la colère des peuples. D'autres, dans le syndicalisme européens notamment, ne veulent pas voir le caractère anti social et anti démocratique de ce cadre qu'est l'Union Européenne.

Or, nous aurions tout intérêt à savoir nous opposer dans le même temps contre le néolibéralisme austéritaire et contre les populismes des droites, car ces deux dynamiques s'alimentent.

Pour reprendre pied, il faudrait commencer par exprimer à plusieurs mouvements européens la fidélité à nos valeurs et principes, notamment internationalistes, tout en rompant avec les illusions sur le caractère potentiellement progressiste de cette Union Européenne. Des initiatives pourraient être prises :

Sur les migrants des mobilisations nationales, mais aucune initiative européenne d'ampleur. Idem sur les retraites alors que la solidarité intergénérationnelle est attaquée dans les différents pays européens. Idem sur les lois travail, ou l'évasion fiscale... Les motifs de prises de positions communes de mouvements de plusieurs pays européens, voire d'initiatives sont nombreux.

Peut-être donc ne pas trop nous opposer au sein des mouvements sociaux sur ce qu'il faut faire ou non de l'Union Européenne, et nous concentrer davantage sur des initiatives concrètes Il faut incarner dans l'action nos principes et nos valeurs, tout à la fois contre l'extrême droite et contre le néolibéralisme.

(Pour info un stage FSU aura lieu les 6 et 7 février sur la question européenne, un bon cadre nécessaire pour approfondir